Tunisie : une gauche en perdition

vendredi 20 septembre 2019, par FEKIH Hakim (Date de rédaction antérieure : 11 septembre 2019).

À l'approche du premier tour de l'élection présidentielle prévu le 15 septembre, les Tunisiens se retrouvent encore une fois à devoir choisir principalement entre plusieurs candidats majoritairement de droite, qu'ils soient libéraux, destouriens ou représentants de la mouvance islamo-conservatrice. Une alternative progressiste de gauche semble en effet moins que jamais réalisable, et ce n'est pas faute de candidats.

ans le positionnement des gauches tunisiennes, entre les mouvances radicale et sociale-démocrate et leur poids sur l'échiquier politique, l'aspect idéologique est tout aussi important que la vision socio-économique. Il représente en effet un point de clivage, que ce soit par rapport aux islamistes ou aux représentants de l'ancien régime (bourguibiste ou benaliste).

UNE SOCIAL-DÉMOCRATIE DIVISÉE

Deux épisodes post-révolutionnaires ont largement contribué au conditionnement politique des partis de gauche. Le premier est celui de la « Troïka », l'alliance tripartie formée en 2011 après les élections de l'Assemblée constituante par les islamistes d'Ennahda, les sociaux-démocrates d'Ettakatol (Forum démocratique pour le travail et les libertés, FTDL) et les centristes du Congrès pour la République (CPR). Le deuxième moment est celui du vote utile en 2014 : Nidaa Tounès, le parti de Béji Caïd Essebsi, héritier du courant bourguibiste destourien, avait réussi à phagocyter les forces progressistes en appelant au « vote utile » afin de battre les islamistes d'Ennahda aux élections législatives et présidentielle.

La Troïka a de fait donné d'Ettakatol et du CPR l'image de partis « islamo-compatibles », ce qui représente une trahison aux yeux d'une grande partie de l'électorat de gauche. Ainsi, après être arrivé troisième en 2011, Ettakatol s'est effondré en 2014 (aucun député n'a été porté à l'Assemblée), et le CPR est devenu un parti quasi inexistant. Aujourd'hui encore, le parti du Courant démocratique fondé par Mohamed Abbou (avocat et opposant sous Zine El-Abidine Ben Ali) après une scission avec le CPR, et qui se place en tête des intentions de vote chez les sociaux-démocrates, n'arrive toujours pas à se détacher de cette image d'allié d'Ennahda. Son passé avec le CPR constitue un frein à sa popularité auprès des « progressistes », malgré sa prise de position en faveur de l'égalité dans l'héritage qui lui a fait perdre une très grande partie de son électorat conservateur. Toutefois, le Courant démocratique n'est jamais entré dans les combats idéologiques et identitaires. Il se veut rassembleur et inclusif. Faisant de la lutte contre la corruption son cheval de bataille, le travail de ses députés à l'Assemblée a été d'une qualité remarquable, ce qui lui a permis d'acquérir une notoriété chez des électeurs de tous bords.

La deuxième fraction de la gauche sociale-démocrate écope quant à elle d'une image élitiste. Son anti-islamisme est viscéral, à tel point qu'elle n'exclut pas un rapprochement avec les représentants de la mouvance destourienne ou du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), le parti de Ben Ali, dans le cadre d'alliances anti-islamistes. En 2014, et au nom de ce principe, elle fut l'un des principaux soutiens du « vote utile ». Cette gauche est perçue comme « l'idiot(e) utile » des candidats de l'ancien régime, dans la mesure où ces derniers s'appuient sur son électorat

(sociologiquement parlant) afin d'arriver au pouvoir, pour ensuite trahir leurs engagements, comme avec l'alliance entre Nidaa Tounès et Ennahda à l'issue des élections de 2014.

L'emblème de cette gauche était la coalition du Pôle démocratique moderniste en 2011, devenu ensuite le parti Al-Massar, qui a tenté de rassembler la famille sociale-démocrate. Cette mouvance se retrouve en partie au sein de la coalition de l'Union démocratique et sociale (UDS).

Ainsi, la social-démocratie, qui n'a pas tant été jugée sur son programme que sur son positionnement vis-à-vis des islamistes ou des forces de l'ancien régime, a fait les frais de ce clivage. C'est donc plus à gauche qu'une troisième voie était susceptible d'émerger.

LE FRONT POPULAIRE, DE L'ESPOIR À LA DÉCEPTION

En 2012, et face à la bipolarisation naissante entre Nidaa Tounès et Ennahda, plusieurs fractions de la gauche radicale décidaient de s'unir au sein d'un front électoral : le Front populaire. Cette coalition était composée de douze partis qui gardaient leur autonomie, ainsi que de plusieurs associations de gauche radicale. Ils étaient issus de mouvances diverses : marxistes, écologistes, nationalistes arabes, sociaux-démocrates… La ligne affichée du Front était « la réalisation des objectifs de la révolution » — seuls points communs entre des entités aussi éloignées idéologiquement — : la justice sociale, la justice transitionnelle, la défense des libertés et l'instauration d'un État démocratique.

La naissance du Front a été possible grâce notamment à une réconciliation historique de deux des plus importantes composantes historiques de la gauche radicale : le Parti communiste ouvrier tunisien (PCOT) devenu Parti des travailleurs tunisiens (PTT) après 20111, avec à sa tête Hamma Hammami, et le Watad (les Patriotes démocrates) de feu Chokri Belaïd.

Si l'entreprise du Front a été une réussite historique, son succès sur la scène politique nationale est la conséquence de deux événements dramatiques : les assassinats de Chokri Belaïd et de Mohamed Brahmi en 2013. Le premier a été tué devant chez lui le 6 février 2013, et ce premier assassinat politique post-révolution a provoqué un séisme dans le pays, comme en témoignent les milliers de personnes venus assister à ses funérailles. Le charisme de Chokri Belaïd et son talent d'orateur avaient fait de lui une icône ; après sa mort, il est devenu le martyr de la gauche. Moins de six mois plus tard, le 25 juillet, Mohamed Brahmi, leader du Courant populaire (nationaliste arabe) est assassiné à son tour. Un sit-in s'organise alors devant l'Assemblée nationale constituante pendant tout le mois d'août 2013, et le pays traverse une crise politique sans précédent qui débouchera sur la formation d'un gouvernement d'union nationale.

Ces événements ont propulsé le Front comme troisième force politique aux élections législatives de 2014, portant quinze députés à l'Assemblée des représentants du peuple (ARP). Son candidat à la présidentielle Hamma Hammami a fait un score honorable de 7 %, se plaçant aussi en troisième position derrière les deux finalistes Moncef Marzouki et Beji Caïd Essebsi, malgré la pression du « vote utile ».

Le Front populaire aurait pu tirer profit de ce succès électoral et se positionner comme principale force d'opposition au tandem islamiste-destourien désormais au pouvoir. Malheureusement, depuis 2014, la structure du Front n'a pas su évoluer et elle a fini par imploser en 2019.

UNE CRISE STRUCTURELLE ET POLITIQUE

Le 29 mai 2019, neuf députés frontistes démissionnent du bloc parlementaire, dénonçant « une crise créée par certaines composantes du Front qui se sont employées à imposer leur mainmise et à exclure d'autres composantes et ses militants ». Ce coup de force fait suite à la décision du Conseil

des secrétaires généraux des partis (seule instance décisionnelle au sein du Front populaire) de présenter la candidature de Hamma Hammami à l'élection présidentielle. Les médias locaux ont souvent présenté cet épisode comme le résultat d'une rivalité personnelle entre Mongi Rahoui, figure du Watad, et Hamma Hammami, secrétaire général du PTT. Si cette rivalité est bien réelle, la crise au sein du Front traduit toutefois des problèmes d'ordre structurel et politique.

Sur le plan structurel, les « frondeurs » dénonçaient un manque de démocratie interne. Les décisions sont prises par le Conseil des secrétaires généraux, qui réunit les secrétaires généraux de tous les partis, mais où chaque parti équivaut à une voix, ce qui ne traduit pas leur poids réel en nombre de militants. De fait, ce système empêche les bases de peser sur les décisions stratégiques, et ne permet pas de conforter un véritable sentiment d'appartenance qui dépasserait les frontières des partis politiques et leurs clivages, alors que c'était l'objectif de ce projet de coalition. Ainsi, même si, en façade, le Front semblait former un bloc uni, les tensions qui le traversaient depuis le début étaient nombreuses, et les rivalités entre les différentes mouvances bien réelles.

Politiquement, le problème ne se situe pas, comme on pourrait le croire, au plan idéologique. La division ne concernait pas la dichotomie marxistes/nationalistes ou écologistes/productivistes. Elle était plutôt d'ordre stratégique. La véritable fracture au sein du Front s'est manifestée pour la première fois au moment du deuxième tour de l'élection présidentielle de 2014, quand la coalition a dû se positionner par rapport aux deux candidats, Beji Caïd Essebsi et Moncef Marzouki. Deux lignes se sont alors opposées : d'un côté, toute une frange souhaitait soutenir le candidat Beji Caïd Essebsi et était prête à s'allier avec Nidaa Tounès après les élections, estimant que le véritable danger était le parti islamiste, a fortiori après les assassinats politiques de Belaïd et Brahmi. De l'autre, destouriens et islamistes étaient renvoyés dos à dos.

FAUT-IL UN ACCORD AVEC L'UNION EUROPÉENNE ?

C'est là l'origine de la scission qui a été actée par la création du parti « le Front populaire » le 22 juillet 2019, avec à sa tête Mongi Rahoui, soutenu par plusieurs composantes de l'ancienne coalition, tels que le Watad et le parti Attaliaa (nationaliste arabe). Chacun présentera donc ses listes aux législatives et son candidat à la présidentielle : Mongi Rahoui pour le « parti » du Front populaire, et Hamma Hammami pour la « coalition » du Front populaire, même si ce dernier se présente officiellement en tant que candidat indépendant, et souhaite rassembler au-delà de son électorat historique.

Ce schisme se traduit également par deux lignes politiques et économiques divergentes : au nom de la realpolitik et du pragmatisme, Mongi Rahoui souhaite « s'adapter » aux pressions économiques qui pèsent sur le pays, tandis que Hamma Hammami prône la fidélité aux impératifs sociaux et aux valeurs de la gauche traditionnelle. La question — très controversée — de l'Accord de libre-échange complet et approfondi (Aleca) avec l'Union européenne en est la parfaite illustration : alors que Mongi Rahoui se dit ouvert aux négociations avec l'UE, Hamma Hammami oppose un « no deal » net et sans appel.

Loin d'être une exception tunisienne, l'implosion du Front populaire traduit un dilemme qui occupe toutes les gauches à travers le monde, entre le repli sur soi et l'ouverture à des alliances. Si elle marque la mort définitive de ce projet tel qu'il a été pensé en 2012, elle n'en appelle pas moins à une nécessité de renouveau.

Hakim Fekih

Abonnez-vous à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

HAKIM FEKIH, Orient XX1, 11 SEPTEMBRE 2019

http://alter.quebec/tunisie-une-gauche-en-perdition/

Plateforme altermondialiste est un réseau québécois qui se propose de renforcer la réflexion sur le néolibéralisme 2.0 et d'esquisser des chemins que pourrait emprunter l'altermondialisme sous ses diverses formes. Notre projet est de participer à la réflexion qui se manifeste dans différents lieux depuis quelque temps sur le renouvellement de l'altermondialisme et de l'internationalisme.

Pour prendre contact avec Plateforme altermondialiste : plateformealtermondialiste gmail.com